



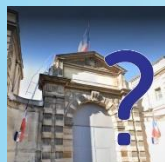
La tablette de février 2024

T OUJOURS PAS DE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE !

Depuis le 11 janvier, aucune nomination d'un ministre de la Fonction Publique n'a eu lieu. L'UNSA Fonction publique le regrette vivement. Le constat est implacable, les dossiers urgents demeurent : organisation des JOP et mobilisation du pays, rémunération des agents publics, conditions de travail, fonctionnement et présence des services publics...

Pour L'UNSA Fonction Publique, il est nécessaire de connaître rapidement nos interlocuteurs pour pouvoir obtenir des réponses concrètes.

Pour l'UNSA Défense, les événements liés à la mobilisation du monde agricole devraient interpeller le gouvernement, le faire réfléchir afin de ne pas négliger un dialogue social nécessaire. À défaut, il se retrouverait à faire de la gestion de conflits en direct !



A CTION SOCIALE INTERMINISTRIELLE : SOUS-CONSOMMATION HISTORIQUE !

Le budget 2023 de l'action sociale interministérielle n'a été consommé qu'à hauteur de 88 %.

L'UNSA Fonction Publique, lors du CIAS du 18 janvier, a dénoncé cette sous-consommation de 18 millions d'euros. Dans le contexte inflationniste actuel, les agents ont besoin d'une action sociale interministérielle performante.

L'Action Sociale Interministérielle (ASI) participe au maintien du niveau de vie des agents, sans être une composante de la rémunération. La qualité de vie au travail des agents publics, l'articulation de leur vie professionnelle et de leur vie personnelle en dépendent. Elle est aussi un élément d'attractivité de la fonction publique. Elle est encore plus indispensable dans cette période inflationniste. L'UNSA Fonction Publique veillera à la pleine exécution du budget 2024 de l'ASI.



J OURNEE DE MOBILISATION LE 19 MARS !

Les 8 organisations syndicales de la Fonction Publique appellent les agents publics à se mobiliser le 19 mars 2024 pour obtenir que 2024 ne soit pas une année blanche en matière de rémunération.

Les organisations syndicales de la fonction publique CFDT, CFE-CGC, CGT, FA, FO, FSU, Solidaires, UNSA, réunies le mercredi 24 janvier, constatent et condamnent l'absence de toute perspective de mesures générales d'augmentation des rémunérations dans la fonction publique dans un contexte d'inflation encore soutenue. Les organisations syndicales décident d'une journée de mobilisation le mardi 19 mars prochain et appellent les personnels à se mobiliser par tous moyens, y compris la grève.

